



TCL

Lundi 23 septembre 2024

Beaucoup de bruit à Matignon...

Mais l'inspiration est en Martinique !

C'est le nouvel épisode du feuilleton de l'été : Michel Barnier a annoncé son gouvernement. Mais les bonnes séries durent au moins quelques saisons avant de s'essouffler : celle-ci n'a pas trois mois qu'elle sent un peu le réchauffé. Connaître enfin la composition du gouvernement Barnier n'était vraiment pas la plus grande préoccupation des millions de travailleurs et travailleuses qui ne peuvent pas boucler les fins de mois, se faire soigner, envoyer leurs enfants dans des écoles de qualité, ou qui sont menacés de licenciement. En tout cas, il sent l'argent et la naphthaline.

Racisme, sexisme, homophobie... et grande bourgeoisie

Les ministres et autres secrétaires d'État sont pour beaucoup d'anciennes figures de la Manif pour tous, dans laquelle la droite et l'extrême droite s'élevaient contre les droits des couples homosexuels et qui se sont opposés plus récemment à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution.

Entre ça et la proportion de très haut cadres passés par diverses entreprises du CAC 40, ce gouvernement de vieux réacs, c'est d'abord celui des grands bourgeois, à l'image de la ministre de l'Éducation nationale, la macroniste Anne Genetet, députée des Français de l'étranger, dont un sujet de prédilection est celui... des relations entre les « expatriés » et leur personnel de maison !

Un gouvernement Macron – Barnier – Le Pen

Nous savons à quoi nous en tenir de la part de ce gouvernement qui aura besoin à l'Assemblée des voix des groupes macronistes et du Rassemblement national : Barnier ou Retailleau, nouveau ministre de l'Intérieur, sont alignés sur le programme du RN concernant les politiques anti-immigrés, et tous ces ministres assumeront sans le moindre remord l'austérité budgétaire et le maintien du gel des salaires. Bruno Retailleau est d'ailleurs si bien aligné qu'il vantait il y a peu les « belles heures de la colonisation ». Un profil tout trouvé pour prendre le relais de Darmanin dans l'infâme répression contre les révoltes qui ont lieu en Kanaky-Nouvelle-Calédonie et aujourd'hui en Martinique.



L'intense mobilisation des classes populaires en Martinique

Car depuis le début du mois, des milliers de personnes participent à des manifestations et actions de blocage en Martinique, pour protester contre la vie chère : les produits de consommation courante, presque tous importés de métropole, coûtent au moins 40 % plus cher qu'ici. Tout cela pour gaver quelques capitalistes, notamment des descendants de propriétaires d'esclaves, les békés, qui ont toujours la main sur les plantations, les entreprises d'importation et la grande distribution.

La réponse de l'État français est toujours la même : calomnie et répression, avec l'envoi de renforts policiers – comme la CRS 8 qui avait déjà sévi à Mayotte et dans les quartiers populaires de l'Hexagone après le meurtre du jeune Nahel par la police –, la mise en place d'un couvre-feu et l'interdiction des manifestations.

Mais avant les grèves et les manifestations, la situation n'avait pas l'air de préoccuper les autorités !

Les travailleurs martiniquais se révoltent parce qu'ils n'y arrivent plus, pendant que quelques gros se gavent sur leur dos. Lors de la grève générale de 2009, en Martinique et surtout en Guadeloupe, ils avaient imposé pendant des mois leur propre contrôle sur les prix dans les supermarchés et à la pompe. Et c'est bien ce qui inquiète les capitalistes et leurs serviteurs qui savent que seules nos grèves et nos mobilisations permettront de leur disputer le contrôle sur les prix, la production, et sur toute la société.

D'ores et déjà, la journée de grève interprofessionnelle appelée par les syndicats le 1er octobre, pour les retraites, les salaires et les services publics doit nous donner l'occasion de marquer le coup face à ce gouvernement.

Au-delà de cette journée, il nous faudrait sans doute emboîter le pas des travailleurs martiniquais !

C3 : quand C tro...

Depuis la rentrée, les temps sur la C3 sont carrément intenables, et les battements insuffisants : plusieurs fois par service on a le plaisir d'entendre le pupitre sonner dès l'arrivée au terminus.

Pour la soi-disant vitrine du réseau, où il est exigé des conducteurs qu'ils respectent les 30km/h sur la majorité du trajet et même 15km/h à chaque aiguillage ou croisement de ligne, cherchez la logique !

Résultats : conditions de travail dégradées, trains de bus, régulations en pleine heure de pointe... Bravo !

Ils ne manquent pas d'air !

Cette organisation du travail calamiteuse n'empêche pas certains chefs de menacer les CR à demi-mot si les « règles » ne sont pas respectées.

Pour les relèves, il faudrait par exemple absolument attendre sur le quai (au milieu des usagers mécontents) que le bus arrive avec parfois plus de 10 minutes de retard !

Les règles c'est bien, à condition qu'on nous donne les moyens de les respecter.

S'ils voulaient énerver encore plus les collègues, ils ne s'y prendraient pas autrement.

Notre temps c'est leur argent !

Une journée de travail qui finit plus tard, un appel au PC pour noter le sup', jusque-là un service classique me direz-vous. Mais n'avez-vous jamais eu du mal à voir ce sup' pris en compte sur self-service ?

S'enchaîne alors une nouvelle perte de temps (pas rémunéré cette fois) avec l'ordo pour se faire payer ce dépassement. Peut-être dans le but de nous faire douter de notre légitimité à le percevoir ?

Alors entre oublis volontaires, incompétence, ou simplement manque de personnel, il serait temps que cela cesse !

Journée mondiale pour le droit à l'avortement ce samedi

Ce droit est attaqué dans tous les pays, des États-Unis à l'Argentine en passant par l'Italie et la Hongrie. Les gouvernements de droite et d'extrême-droite s'y attaquent au nom « d'abus » fantasmés. Marine Le

Pen parlait même d'« IVG de confort » il y a quelques années. Mais légaliser l'avortement n'a jamais rendu cette pratique agréable à quiconque ! En revanche, son interdiction met en danger la santé et la vie des femmes qui ne peuvent se permettre d'avoir un enfant. 40 000 d'entre elles meurent chaque année des suites d'un avortement illégal pratiqué dans de mauvaises conditions.

Et même dans les pays où ce droit existe, comme la France, le manque de moyens dans la santé est un obstacle. Sur les quinze dernières années 150 centres IVG ont fermé (certains, comme l'Hôtel-Dieu, pour devenir des palaces).

Pour garantir le droit à l'avortement dans de bonnes conditions, il ne faudra rien attendre de Barnier qui avait voté contre le remboursement de l'IVG en 1982. On ne pourra compter que sur nos luttes !

RASSEMBLEMENT

Samedi 28 septembre – 16h

Place de la Comédie

Une taxe coloniale toujours appliquée

À l'occasion des manifestations massives contre la vie chère en Martinique, on a appris que les produits importés dans l'île – mais également en Guadeloupe, en Guyane, à Mayotte et à la Réunion – étaient soumis à une taxe coloniale datant du 17^e siècle, l'octroi de mer. En théorie, cette taxe est supposée protéger les productions locales contre les importations venues d'ailleurs. Mais, dans la pratique, comme 90 % des produits consommés sur place sont importés, l'octroi de mer contribue de façon non négligeable à faire monter les prix qui, dans l'alimentaire, sont 40 % plus élevés que dans l'Hexagone. Une façon pour Paris de perpétuer « le temps des colonies » contre lequel se bat la population locale.



Vive l'unité des révolutionnaires !

En attendant la fête locale du NPA-Révolutionnaires, n'hésitez pas à venir faire un tour à celle de nos camarades de Lutte Ouvrière, ce week-end à l'espace Mosaïque de Saint-Priest. Entre les débats, expositions, projections etc., vous pourrez venir rencontrer nos militants au stand que nous y tiendrons !

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique